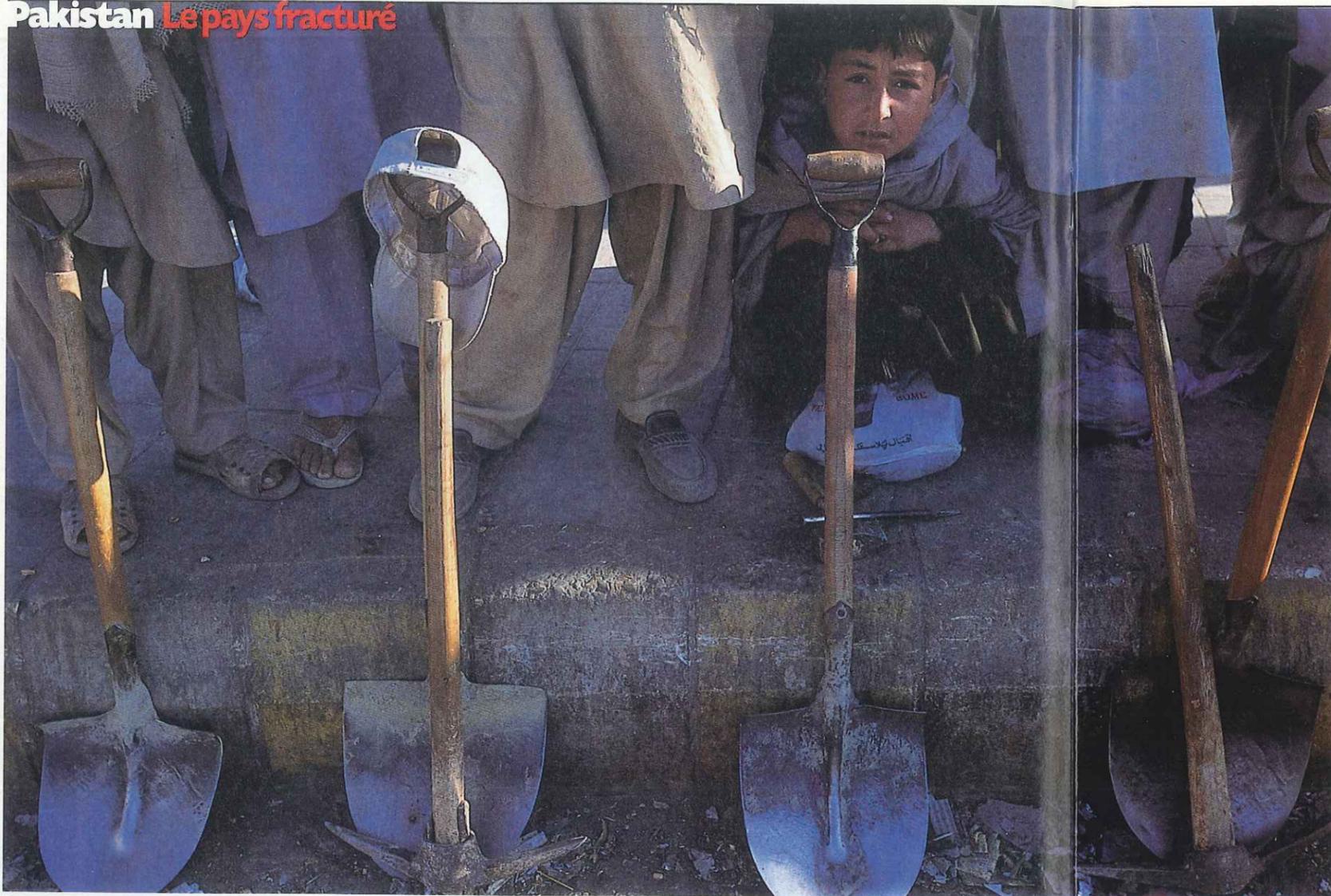


Pakistan Le pays fracturé

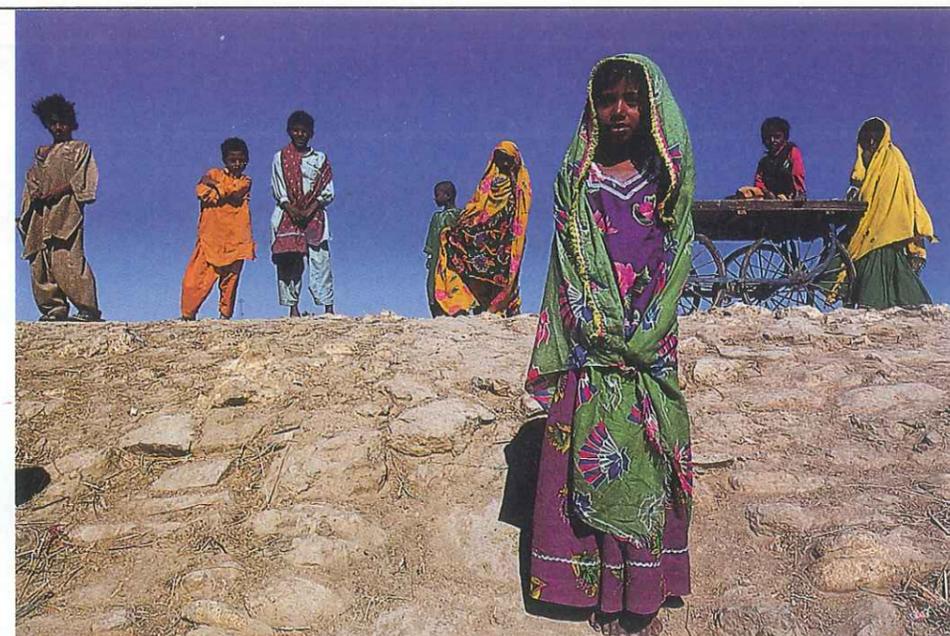
Conçu comme une terre d'accueil pour les musulmans du sous-continent indien, le « pays des purs » est au bord de l'implosion. Son sort, dans une région stratégique dotée de l'arme nucléaire, concerne toute la planète

● De nos envoyés spéciaux Marc Epstein, et, pour le reportage photo, Jean-Paul Guilloteau

A Quetta, une ville du centre ouest du pays, près de l'Afghanistan. Vendredi après-midi, les hommes sont réunis pour la prière, devant une des mosquées de la vieille ville.

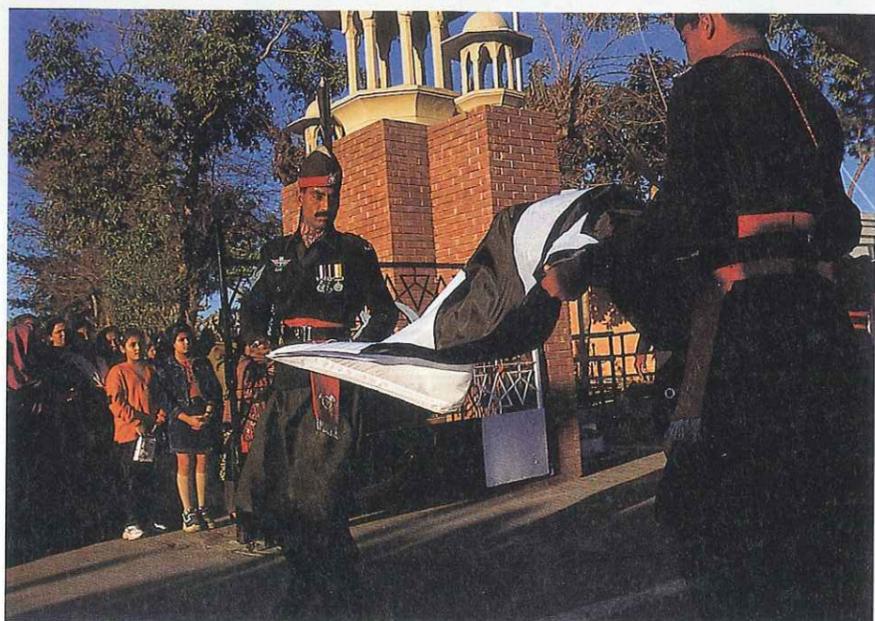


A Site Area, quartier industriel de Karachi, des journaliers attendent d'être embauchés.

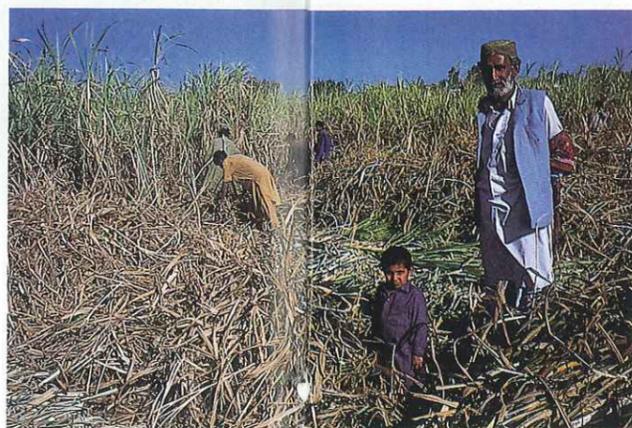


Dans le sud du pays, le camp de Kotri, près de Hyderabad, est peuplé d'anciens ouvriers agricoles libérés de leur servitude.

A travers tout le territoire, près de 2 millions de paysans seraient réduits en esclavage par de grands propriétaires terriens sans scrupules



Chaque soir, à Wagah, une cérémonie martiale accompagne, sous l'œil des curieux, la fermeture du seul passage routier ouvert entre le Pakistan et l'Inde.

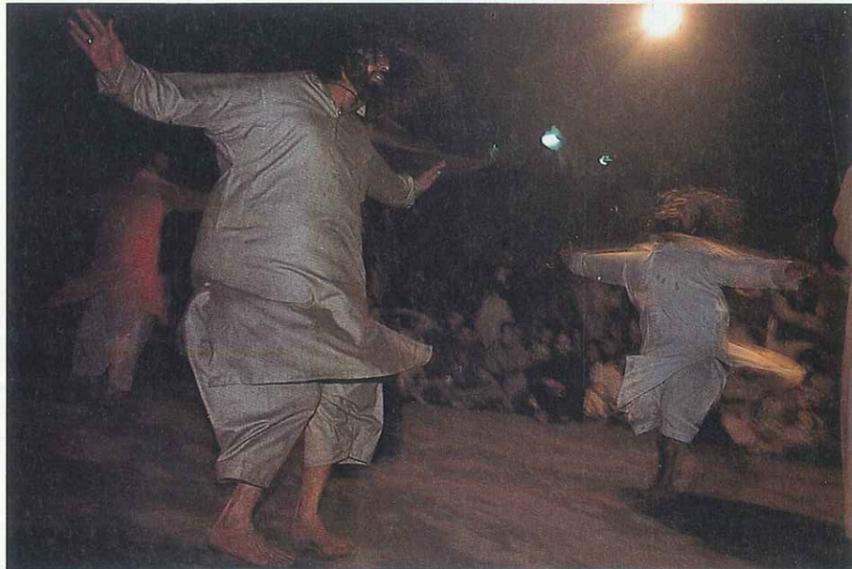
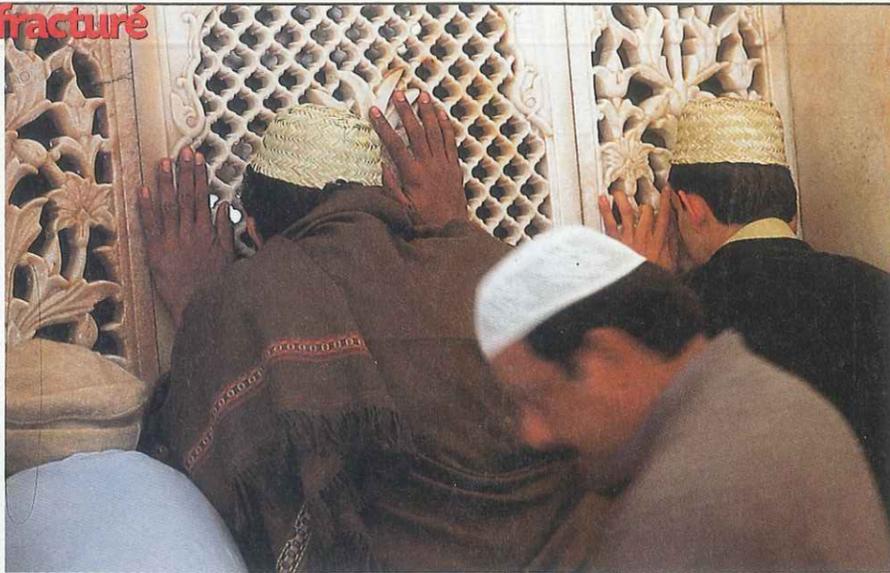


Dans le Sind fertile, ceux qui travaillent dans les champs sont les véritables esclaves des propriétaires terriens ; comme celui-ci (ci-dessus), avec son petit-fils.



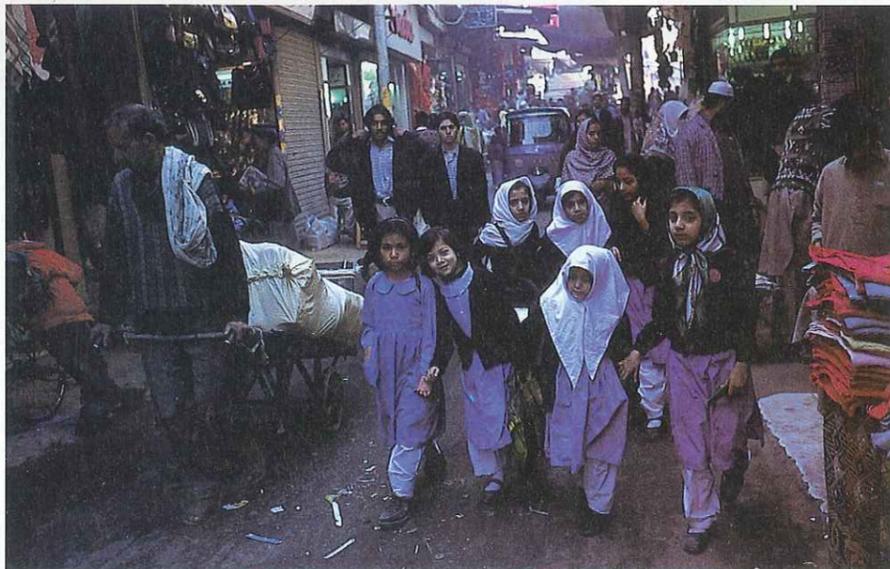
PLUS LOIN
AVEC
L'EXPRESS
EN LIGNE
www.lexpress.fr

A Lahore, dans le Nord-Est, des Pakistanais manifestent leur ferveur aux grilles d'un sanctuaire consacré à un saint soufi.

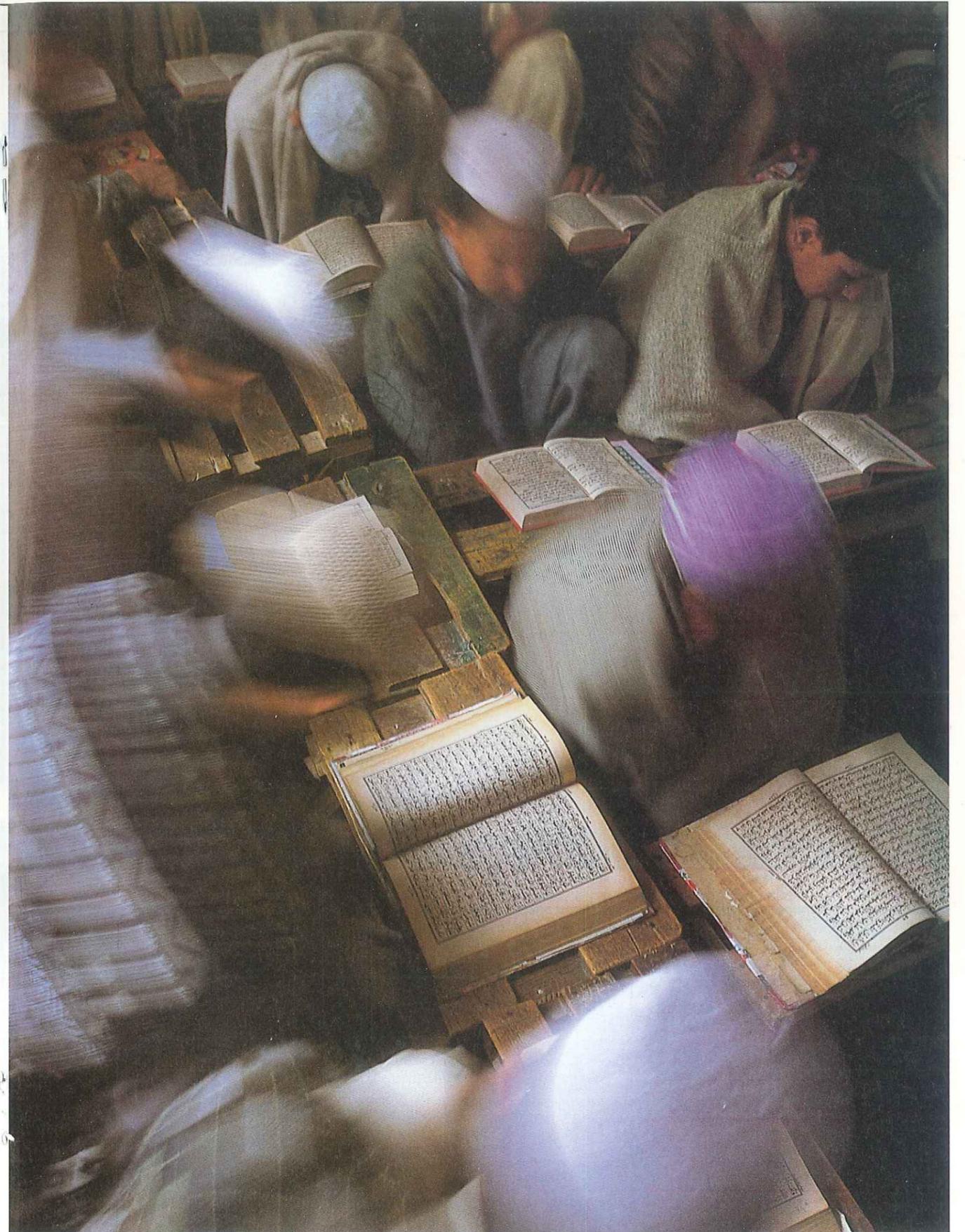


Cérémonie soufie dans le quartier Gulberg, à Lahore. Au son des tambours, ces hommes en transe tournent sans arrêt sur eux-mêmes.

Jeunes filles dans les rues de Lahore. Signe des temps, les femmes sont de plus en plus nombreuses à se couvrir la tête ou à se voiler le visage.



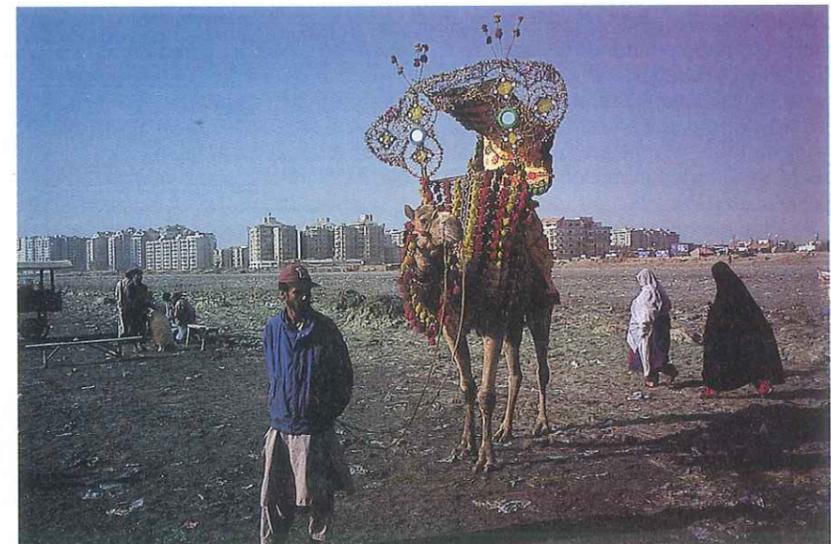
"Il y a quinze ans, les étudiants étaient de droite ou de gauche. A présent, ils se disputent sur l'importance à accorder à l'islam"



Ejude du Coran dans la madrasa Darul Uloom Haqqania, près de Peshawar. Cet endroit est l'ancre de Sami ul-Haq, un des influents leaders religieux du pays.



Depuis sa fondation, en 1947, par Muhammad Ali Jinnah, le pays semble figé à l'état de projet



A Karachi, ce chameau et son maître attendent un touriste pour une promenade sur la plage toute proche.

C'est un pays dont les journaux parlent peu : au-delà de ses frontières, seuls les coups d'Etat, les essais nucléaires ou les sourires photogéniques de Benazir Bhutto, l'ex-Premier ministre, semblent retenir l'attention. On oublie les matins. Au Pakistan, pourtant, ils sont magnifiques, quand le ciel s'éclaircit peu à peu sur les champs de coton, les déserts ocre, les ruelles des bidonvilles. Au chant des oiseaux se mêle celui des muezzins, qui appellent les fidèles à la prière. Alors, tournant le dos à l'astre solaire, des millions d'hommes s'agenouillent sur le sol et se penchent vers La Mecque.

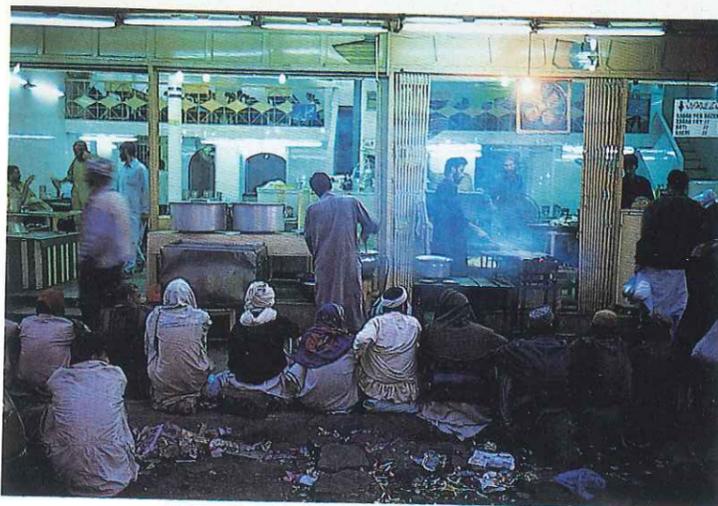
Quelque 12 000 Pakistanais seront nés aujourd'hui. Dans un an, cependant, 2 000 d'entre eux seront déjà morts, victimes de la maladie ou d'une mauvaise hygiène. Les survivants seront plus nombreux à apprendre comment tirer au fusil qu'à parler la langue nationale. Moins de un sur deux saura lire et écrire. Un sur trois aura accès à l'eau potable. Et un sur quatre ira à l'école. Ainsi va le « pays des purs » : c'est une splendeur, qui tire une part de sa fierté dans le passé glorieux des Grands Moghols. Mais l'Etat moderne, lui, est un ogre qui dévore son avenir.

Les 148 millions de Pakistanais méritent mieux. Si le taux de croissance démographique se maintient à ce rythme, le pays sera le troisième du monde par sa population d'ici à 2050, derrière l'Inde et la Chine.

Depuis sa fondation, en 1947, par Muhammad Ali Jinnah, un avocat formé en Grande-Bretagne et qui rêvait dans sa jeunesse d'une carrière d'acteur, le Pakistan semble figé à l'état de projet. Conçu à l'origine comme une terre promise, le pays reste à la recherche de son identité. En 1947, un simple slogan – « L'islam est en danger ! » – semblait justifier la partition de l'Inde, à dominante hindoue, et la création d'un foyer national pour les musulmans du sous-continent. Aujourd'hui, c'est au sein de cette terre d'asile, précisément, que les Pakistanais voudraient se protéger les uns des autres.

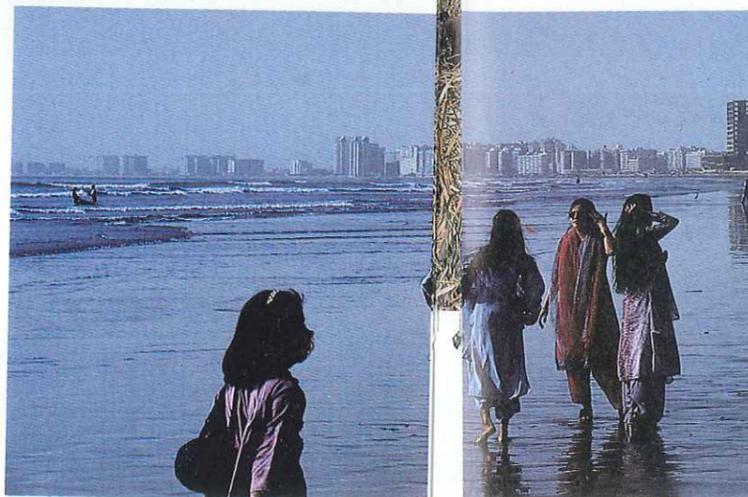
Peu de pays sont si âprement disputés, à l'intérieur même de leurs frontières. Dans un autobus de Karachi, un employé de bureau prend l'étranger à témoin : « La démocratie occidentale ne marchera jamais ici. Nous allons tout droit à une révolution islamiste, comme en Iran. Et le sang coulera. » A Lahore, au pied des remparts, un informaticien promet une marche des gueux sur la capitale et le renversement du régime. A Peshawar, un commerçant réclame un nouveau tracé des frontières et prédit l'éclatement du territoire national : « Nous n'avons rien en commun avec les autres Pakistanais, explique-t-il. Nos tribus ont toujours appartenu à l'Afghanistan. »

Partout, le tissu social menace de se déchirer : civils contre militaires, religieux contre laïques, propriétaires terriens contre entrepreneurs, majorité sunnite contre minorité chiite, sans oublier les querelles régionales, linguistiques, ethniques ou tribales... Surtout, les ●●●



Devant un restaurant, à Karachi, des mendiants attendent d'être nourris.

Bain de pieds pour ces jeunes femmes, sur la plage de Karachi – ville qui s'ouvre sur la mer d'Oman.



A la tombée de la nuit, détente dans le centre-ville de Karachi.

Pakistan Le pays fracturé

●●● habitants sont en désaccord sur la raison d'être du pays et la place que la religion doit y occuper. A écouter certains spécialistes – américains, surtout – le Pakistan évoque une sorte de Yougoslavie asiatique, islamiste et nucléarisée, prête à éclater en morceaux ou guettée par une guerre civile.

A défaut de consensus sur l'identité nationale, le gouvernement d'Islamabad cherche à attiser une méfiance obsessionnelle à l'égard de Delhi. A longueur de reportages télévisés et d'articles dans les journaux, les forces de sécurité indiennes sont accusées de réprimer dans le sang un « mouvement de libération » au Cachemire, cette part de territoire indien où les musulmans sont majoritaires. Avant octobre 1999, quand il est devenu chef de l'exécutif à la faveur d'un coup d'Etat, le général Pervez Moucharrاف, alors chef d'état-major, est même allé plus loin, en approuvant la désastreuse opération de Kargil, pendant laquelle des groupes de militants, appuyés par l'armée pakistanaise, ont tenté en vain d'occuper quelques arpents de territoire indien.

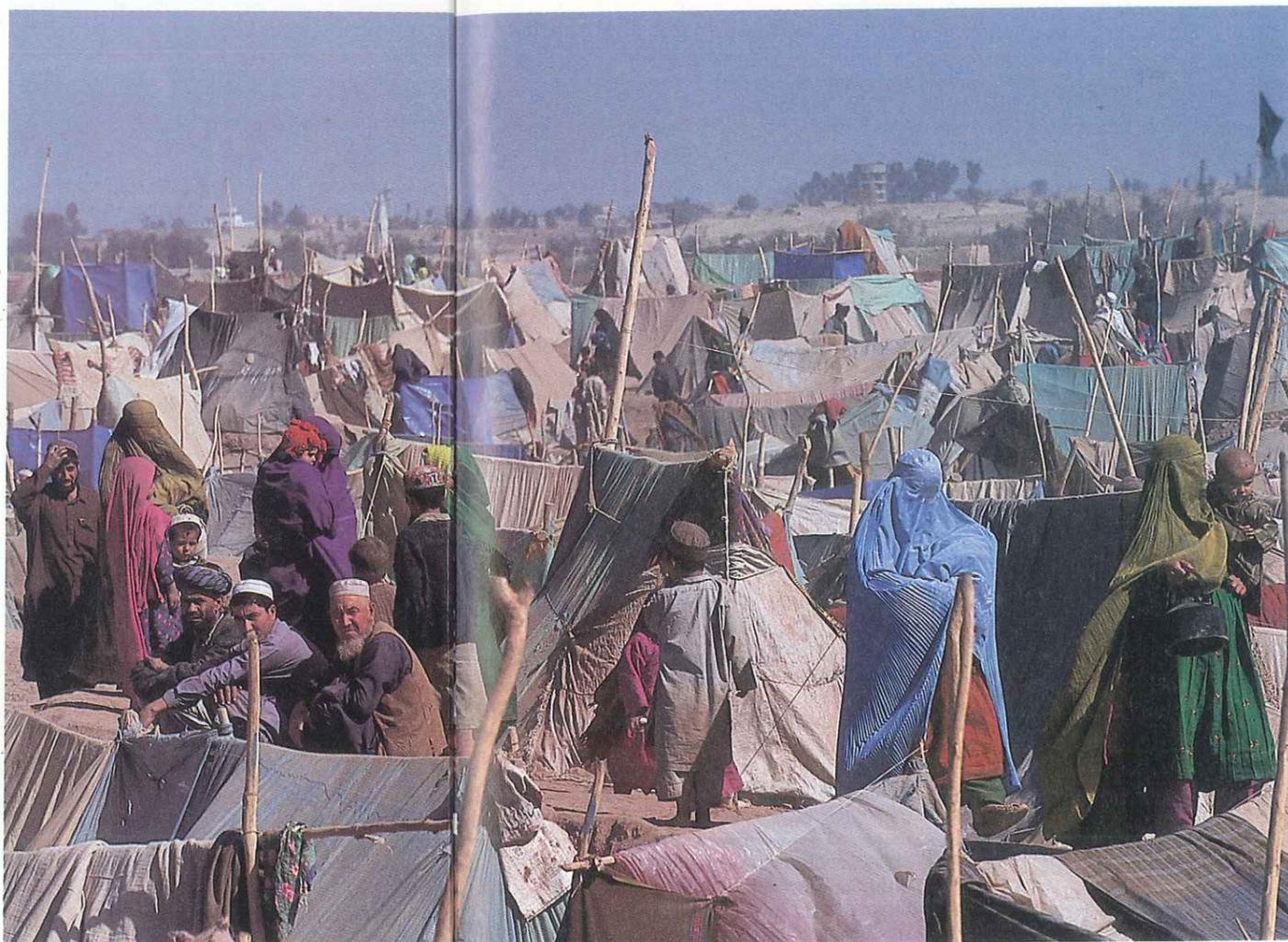
Le différend entre les deux voisins se manifeste tous les soirs à Wagah, un village frontalière du Pendjab où les gardes-frontières des deux pays se livrent à une curieuse cérémonie. Plantés au milieu de la route, vêtus d'un uniforme magnifique et coiffés d'un turban rouge carmin, ils se jettent d'abord des regards féroces, froncent les sourcils et se pincent les lèvres, comme dans les drames filmés du cinéma muet. Puis chacun avance vers l'autre à pas de géant, applaudi par des centaines de spectateurs qui, des deux côtés, viennent soutenir leurs troupes. Depuis des années, en effet, le spectacle attire une foule nombreuse, si bien que des gradins ont été construits de part et d'autre afin que le public puisse admirer le show. Entre le Pakistanais et l'Indien, la poignée de main dure une fraction de seconde et, hop !, chacun se jette sur la grille qui ferme, pour la nuit, le seul passage routier entre les deux pays. Après quoi, les drapeaux nationaux sont baissés avec une lenteur calculée : encouragé par l'assistance, chaque soldat s'ingénie à ce que ses couleurs dominent, de quelques centimètres, celles du voisin. A l'heure où la représentation s'achève, le soleil se couche déjà à l'horizon. Les patrons des buvettes ferment leurs rideaux de fer et les touristes, dans les deux pays, rejoignent les autocars. Entre ces deux nations ennemies, que quatre conflits ont déjà opposés, il semble que la frontière n'existe pas pour être traversée. Au contraire. La fâcherie entre Islamabad et Delhi est mise en scène et

célébrée, chaque soir, au poste-frontière de Wagah.

Mais de quoi les Pakistanais ont-ils si peur ? Si les relations entre les deux pays devaient s'améliorer, leurs hommes d'affaires seraient les premiers à en bénéficier : « L'Inde n'est pas un pays comme les autres », soupire un fabricant de pièces automobiles, qui rêve du jour où il pourra enfin exporter sa production. « C'est un continent, ajoute-t-il, avec 1 milliard d'habitants. » Depuis la partition, cependant, aucun gouvernement à Islamabad n'a cherché à négocier une paix durable avec Delhi. Tout se passe comme si, afin de maintenir l'omnipotence de son armée, qui mobilise l'essentiel des ressources, voire de justifier son existence, l'Etat islamique se définissait avant tout par son opposition à l'Inde : je lutte, donc je suis.

Depuis 1998, l'un et l'autre pays sont détenteurs déclarés de l'arme nucléaire. Leur course aux armements inquiète à l'étranger (bien que l'Inde, pour sa part, se pose surtout en rivale de la Chine). Plus que l'atome, cependant, le danger immédiat proviendrait du fondamentalisme islamiste. Depuis le printemps 2000, le département d'Etat américain estime que le plus grand centre de terrorisme international ne se trouve plus au Moyen-Orient mais en Asie du Sud. Dans l'Afghanistan voisin, en particulier, dont le régime taliban est proche d'Islamabad. Déjà, un groupe d'universitaires, réunis à Washington par le Pentagone, prédit que le Pakistan pourrait connaître, d'ici à 2012, une montée en puissance d'islamistes extrémistes qui risquent d'encourager, à terme, un recours à la guerre nucléaire.

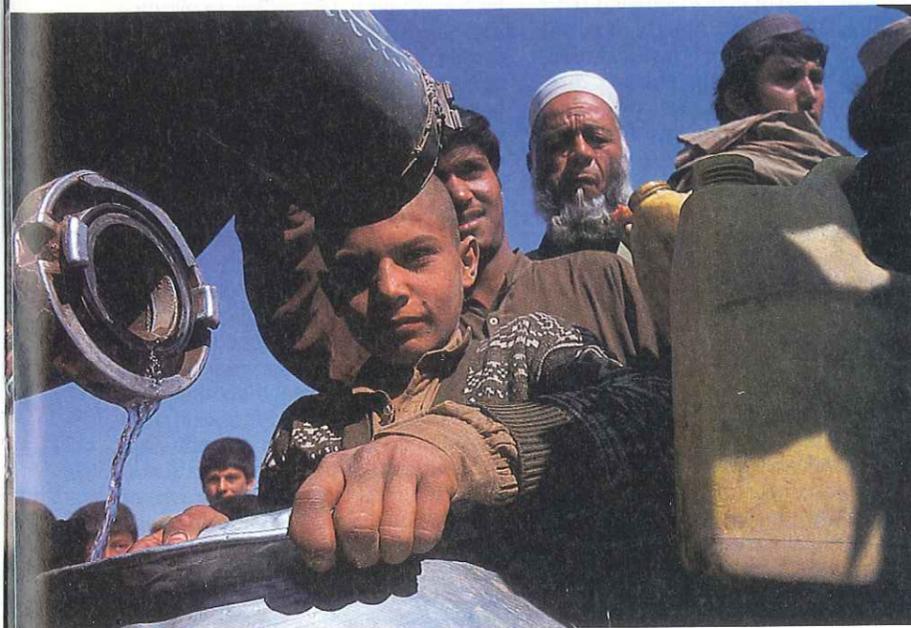
Justifiées ou non, ces craintes dépassent le strict cadre national. Car l'avenir du Pakistan nous concerne tous. Pour comprendre pourquoi, il suffit de feuilleter atlas et livres d'histoire. Sur une carte, l'évidence saute aux yeux : le pays occupe l'œil d'un cyclone géopolitique, aux confins des mondes arabo-persan (à l'ouest), russe (au nord), chinois (au nord-est) et indien (à l'est). Au XIX^e siècle, c'est dans cette région que s'est déroulé le « grand jeu », une lutte d'influence sans merci entre les empires russe et britannique, immortalisée par Rudyard Kipling dans son chef-d'œuvre *Kim*. Plus récemment, dans les années 80, après l'invasion de l'Afghanistan voisin par les Soviétiques, le Pakistan a su profiter, dans tous les sens du terme, de sa position géographique : soutenu à bout de bras par Washington, Islamabad servait de base arrière aux moudjahidine afghans, en lutte contre les soldats de l'Armée rouge.



Non loin de Peshawar, dans le nord-ouest du pays, le camp de Jelozaï abrite environ 80 000 Afghans qui fuient la sécheresse et la famine qui sévissent dans leur pays.

Le Pakistan évoque une sorte de Yougoslavie asiatique, islamique et nucléarisée

A présent que la guerre froide est finie et que le monde est devenu multipolaire, le pays et son armée ont dû s'adapter : ils se contentent de faire peur. A la manière des Coréens du Nord, qui menacent de développer leur programme de missiles nucléaires à longue portée si l'Occident ne court pas à leur aide, les Pakistanais, menacés par la banqueroute et décidés à s'attirer une assistance occidentale à laquelle ils ont pris goût, agitent à la face du monde divers épouvantails. Les taliban, l'islamisme militant et



les risques d'une éventuelle désintégration du pays rendent compréhensifs le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Question : faut-il prendre les prévisions catastrophistes au sérieux ?

Réponse : oui et non. Aux yeux du visiteur, le Pakistan ne semble pas menacé d'explosion. Karachi, la capitale économique, n'est plus la cité violente d'autrefois, où les meurtres se comptaient chaque semaine par dizaines. Les rues paraissent plus propres qu'en Inde et les habitants, plus prospères : les revenus de la contrebande et les chèques des membres de la diaspora dans le Golfe, en Europe et en Amérique du Nord améliorent sans doute l'ordinaire.

Surtout, la société pakistanaise n'est pas extrémiste. Dans une ruelle de Lahore, à la nuit tombée, ils sont nombreux à venir écouter Zulfikar Ali Pappu Saïne, batteur de tambour surdoué et gardien d'un sanctuaire soufi. Les fondamentalistes critiquent le prétendu paganisme de la cérémonie, pendant laquelle des hommes tournoient sur eux-mêmes, parfois des heures durant, et entrent en transe. Mais le public s'en moque. « Nous sommes soufis, expliquera plus tard un fermier du Sind. Nos noms sont musulmans mais nos chromosomes sont bouddhistes ! » Dans l'est du pays, de nombreuses cérémonies réputées musulmanes sont plus ou moins influencées par les rites hindous. Les astrologues sont partout, alors qu'ils n'ont aucune place, en principe, dans l'islam. Même Aurangzeb, le dernier grand empereur de la dynastie moghole, mort en 1707 et ennemi juré de l'hindouisme, fit graver des fleurs de lotus, symboles hindous par excellence, sur les minarets de sa mosquée à Lahore...

Achaque scrutin, les électeurs rejettent en masse les partis religieux islamistes. Les Pakistanais sont insatisfaits de leurs dirigeants, c'est un fait. Mais leur pays n'est pas l'Afghanistan, où vingt ans de guerre ont tellement affaibli l'Etat qu'une simple faction religieuse comme les taliban a pu s'emparer du pouvoir en promettant d'imposer l'ordre et de mettre un terme à la guerre civile. Au Pakistan, a contrario, subsistent une administration et un cadre constitutionnel légués par les Britanniques.

Pour autant, des inquiétudes subsistent. Car les militaires ont longtemps usé des islamistes comme de marionnettes : les groupes armés leur permettent d'attiser depuis une douzaine d'années le conflit au Cachemire et, puisque les taliban ne prendraient jamais le risque de s'aliéner le soutien du Pakistan, Islamabad s'est ●●●

Pakistan Le pays fracturé

●●● créé en Afghanistan une sorte de protectorat. La question est de savoir si ces fanatisés, profitant de l'exaspération de la population envers l'incurie des gouvernements qui se succèdent à Islamabad, ne se retourneront pas un jour contre leurs créateurs et ne tenteront pas de s'emparer du pouvoir. Ils hantent les esprits, à l'image des réfugiés afghans, installés par milliers dans des camps de fortune le long de la frontière, et qui fuient la famine dans leur pays d'origine.

« Le poids politique des fondamentalistes est négligeable, mais leur emprise sur la société est réelle », soupire Pervez Hoodbhoy. Le chef du département de physique à l'université d'Islamabad se morfond dans son bureau : le long des murs, sur les étagères, des livres trahissent sa culture éclectique et sa curiosité d'esprit. Outre les recherches d'Albert Einstein, voilà des ouvrages de philosophie, d'histoire, de psychanalyse. Mais Hoodbhoy se sent seul : dans la société pakistanaise, jure-t-il, l'heure est à l'intolérance, au dogmatisme, au fanatisme. « Peu avant votre arrivée, soupire-t-il, j'ai arraché l'affiche d'un groupe fondamentaliste qui appelle à la guerre sainte. Il y a quinze ans, tout semblait différent. Les étudiants étaient de droite ou de gauche. A présent, ils se disputent sur l'importance à accorder à l'islam. Il n'y a pas d'autre débat. » Sur les 13 filles qui assistent à ses cours, dix se couvrent la tête, dont trois qui se cachent le visage en totalité. Pour le scientifique, toutefois, il y a beaucoup plus grave : « De temps à autre, les revues spécialisées diffusent des théories abracadabrantes sur la physique électronucléaire, par exemple, inspirées à des ignorants par des lectures erronées du Coran... J'aimerais croire que la situation va s'améliorer, mais je ne vois aucune raison objective de l'espérer. »

Il y a quelques semaines, une foule en colère a saccagé les bureaux et l'imprimerie d'un journal de Peshawar, le *Frontier Post*. Le crime des journalistes ? Avoir laissé paraître, par erreur, un texte blasphématoire dans la page du courrier des lecteurs. Le long des avenues de Karachi, une publicité pour des biscuits est défigurée par un jet de peinture noire : des fous de Dieu prennent ombrage de la photo, en arrière-plan, d'une femme souriante. Dans la même ville, une autre affiche publicitaire a été brûlée : elle montrait un garçon et une fille usant d'un téléphone portable et accompagnés du slogan : « *Let's get connected!* » (Soyons connectés). La modernité pakistanaise cache des archaïsmes très réels, à l'image du bureau de représentation des taliban,

qui, à Karachi, se dresse derrière un restaurant McDonald's. A travers tout le territoire, selon la Banque asiatique de développement, près de 2 millions de paysans seraient réduits en esclavage par des grands propriétaires terriens sans scrupules.

Derrière son bureau, à Lahore, un policier chargé de la lutte antiterroriste grignote un biscuit et boit son thé : « Ce qui m'effraie le plus, soupire-t-il, ce n'est pas la perspective d'une marche de fanatiques islamistes sur Islamabad, comme ils menacent régulièrement de le faire. Les forces de sécurité sauront contrôler ces débordements. Ma crainte vient plutôt d'une dissolution progressive de l'Etat et d'une lente dégringolade, sur le mode algérien. Les investisseurs étrangers fuient notre pays. Notre population s'appauvrit. Elle a compris depuis longtemps que ses dirigeants étaient plus incapables les uns que les autres. Rien n'empêche des groupes extrémistes de profiter de la situation. Quelques heures suffisent : à Bhawalpur, près de la frontière indienne,

Le vrai pouvoir est dans les mains des militaires. C'est l'armée qui dicte la politique à suivre

un barbu a battu à mort un chauffeur de bus auquel il reprochait d'écouter de la musique. Ces gens sont cinglés, et beaucoup plus motivés que les policiers chargés de les poursuivre. Alors, c'est au gouvernement de décider une fois pour toutes : soit le pays s'en tient à une forme d'islam tolérant et progressiste, soit il laisse se développer le dogmatisme et l'obscurantisme. Si nous ne réglons pas cette question dans les dix ans à venir, nous serons quelques millions, sans doute, à préparer notre valise. »

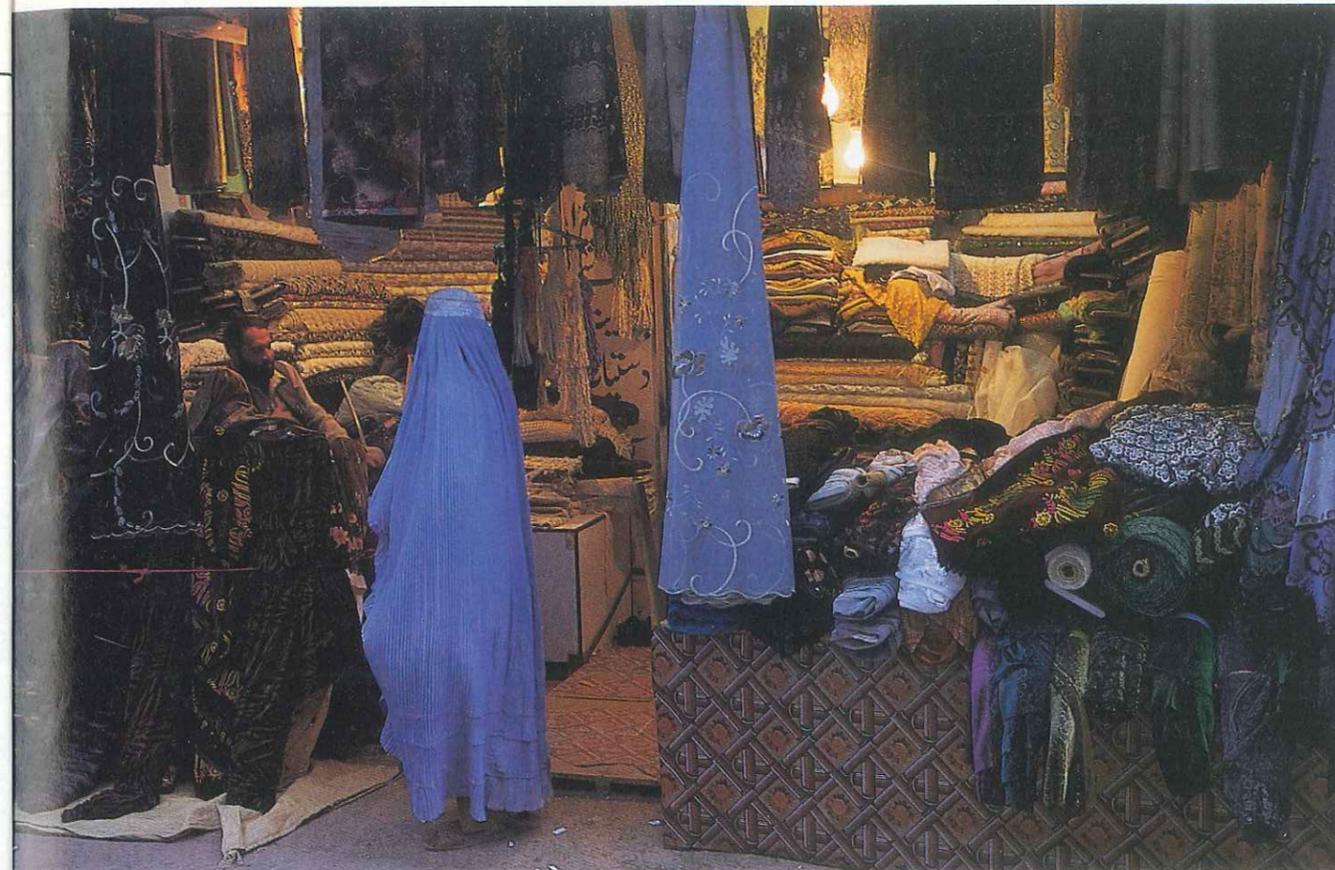
Le temps travaille pour les mollahs, tel Sami ul-Haq. Loin des tours de verre de la capitale pakistanaise, où siège le pouvoir officiel, le leader religieux a bâti autour de sa personne un empire de fidèles, fanatisés et dévoués. Parmi les diplômés de son école coranique, Darul Uloom Haqqania, beaucoup ont rejoint le mouvement taliban, dans l'Afghanistan tout proche. Le mot *taliban* lui-même signifie « étudiants » et la plupart d'entre eux ont grandi, de fait, dans quelques-

unes des 40 000 écoles coraniques qui parsèment le territoire pakistanaise. A présent, de nombreux anciens pensionnaires de Sami ul-Haq sont ministres dans le gouvernement de Kaboul. Et au Pakistan, ses protégés exercent un formidable droit de veto. Le général Moucharraf ? « Le chef de l'Etat n'oserait jamais s'en prendre à nous ! » Il n'a peut-être pas tort... et il n'est pas seul.

Au total, les anciens élèves d'écoles coraniques « dures » représentent aujourd'hui plusieurs millions de personnes, réparties dans des centres religieux à Karachi, Lahore et Peshawar. Aucun leader religieux ne prétend imposer par la force un régime islamique, comme en Iran ou en Afghanistan. Mais ils se tiennent prêts.

A Karachi, où un quart de la population vit dans des *katchiabaadis*, des bidonvilles aux toits de tôle ondulée ou de bâches en plastique, quelque 15 000 étudiants se rendent dans les écoles coraniques de la Jamia Binoria, un groupe déobandi, courant radical du sunnisme parfois assimilé à une forme de totalitarisme. Porte-parole du mouvement, le mufti Mohammed Jamil reconnaît l'existence de liens entre ses madrasas et plusieurs groupes armés, actifs au Cachemire, en Afghanistan et en Asie centrale ex-soviétique : « Certains de nos étudiants, à l'issue de leur scolarité, offrent leurs services pour le jihad, la guerre sainte. » Oussama bin Laden, le leader terroriste le plus recherché par les services de renseignement américains ? « Je l'ai rencontré à plusieurs reprises. Au temps de la guerre en Afghanistan contre les Soviétiques, il était déjà un moudjahid. A présent qu'il a des ennuis, notre devoir est de lui venir en aide. » Logés et nourris, les étudiants de la Jamia Binoria bénéficient aussi d'un petit pécule. Le campus le plus important comprend un hôtel et un supermarché... L'attrait s'avère irrésistible pour des jeunes gens intelligents mais incapables de s'offrir les écoles privées, très coûteuses. Et l'Etat ne remplit pas son rôle : les établissements publics, selon les statistiques officielles, pourtant optimistes, ne couvrent que 60 % des besoins d'une classe d'âge...

Depuis le coup d'Etat d'octobre 1999 par le général Pervez Moucharraf, l'armée tient de nouveau les rênes du pouvoir. A l'heure de la mondialisation et d'Internet, les putschistes paraissent quelque peu démodés. Mais la nouvelle que l'ancien chef d'état-major avait renversé le Premier ministre, Nawaz Sharif, a été accueillie dans le calme par les Pakistanais. A cela deux raisons : l'ancien



Un magasin de tissus et d'étoffes dans un bazar de Peshawar.

chef du gouvernement a détourné tellement d'argent que sa nouvelle maison, construite hâtivement à Lahore, comptait une vingtaine de pièces, un terrain de football, mais aussi, dans un coin du parc, une collection privée de paons et de lions. Plus sérieusement, le Pakistan, depuis sa création, a plus souvent été dirigé par des militaires que par des civils. L'armée mobilise la plus grande part du budget, bien que les chiffres officiels masquent cette réalité connue de tous. Les officiers supérieurs occupent les anciens « cantonnements » des colons britanniques, ces quartiers plus huppés que la moyenne, où l'air est pur et la sécurité assurée. Les journaux sont réputés mordants, à l'occasion, mais aucun ne se risquerait à publier une enquête sur les intérêts économiques et financiers des militaires. Car le vrai pouvoir est entre leurs mains. C'est l'armée – ou plus exactement, ses puissants services de renseignement, le redouté ISI (Inter-Services Intelligence) – qui dicte la politique à suivre.

Les premiers gestes de Moucharraf furent encourageants. Ayant proclamé toute son admiration pour le fondateur de la Turquie moderne et laïque, Mustafa Kemal Atatürk, le général prit l'initiative hardie de poser en famille, avec ses deux caniches, bien que les chiens aient la réputation d'être sales aux yeux des musulmans les plus traditionnels. Plus tard, il évoqua la réforme indispensable de la loi sur le blasphème, ouverte à tous

les abus. Depuis, malheureusement, le chef de l'exécutif est revenu sur toutes ses belles promesses. Libéral à titre personnel, il semble prisonnier des membres les plus conservateurs de son entourage.

En un sens, son cas est typique des courants contradictoires qui agitent le pays. Moucharraf est un nationaliste qui a à cœur les intérêts de l'institution militaire. Mais, à 57 ans, il appartient aussi à une génération en voie de disparition, celle des officiers formés dans les écoles de Grande-Bretagne ou des Etats-Unis. Alors que l'Occident lui demande de peser sur le régime taliban en Afghanistan, par exemple, créé de toutes pièces par les services de renseignement pakistanaise, Moucharraf subit une pression contraire de la part des conservateurs de son entourage. Or ses amis généraux l'ont assisté dans son coup d'Etat et pourraient parfaitement le renverser à son tour s'il s'éloigne trop de la doctrine établie. En attendant, les leaders des trois grands partis politiques sont en exil et les manifestations sont interdites. Les rassemblements des religieux, en revanche, demeurent autorisés...

« Pour le moment, soupire Najam Sethi, le rédacteur en chef du *Friday Times*, un hebdomadaire réputé indépendant, les militaires ont toujours raison : ils peuvent contrôler les fondamentalistes. Plus

le temps passe, en revanche, plus ils auront tort. Et plus il sera difficile de bâtir ici des institutions et une société civile dignes de ce nom. »

Comme l'époque a changé, depuis la création du Pakistan... Dès sa naissance, l'identité du pays semblait mystérieuse. Le 11 août 1947, lors de son premier discours devant l'Assemblée constituante de Karachi, Muhammad Ali Jinnah prit la parole à la tribune : « Au fil du temps, les hindous cesseront d'être des hindous et les musulmans feront de même, non au sens religieux mais au sens politique, en tant que citoyens d'une nation. » Ayant créé un Etat sur une base religieuse, en somme, il affirmait que la foi ne devrait jouer aucun rôle dans la politique.

Aujourd'hui, selon les lois islamiques en vigueur, cet amateur de whisky et de sandwiches au jambon pourrait, en théorie, être condamné à subir des coups de fouet... ● M.E.

Pour en savoir plus

Le Pakistan, sous la direction de Christophe Jaffrelot (Fayard, 2000). *Le Pakistan, carrefour de tensions régionales*, sous la direction de Christophe Jaffrelot (Editions Complexe, 1999). *Le Pakistan, don de l'Indus*, par Gilbert Etienne (PUF, 1989). *La Nouvelle Asie centrale*, par Olivier Roy (Seuil, 1997).